Révolution, l'inéluctable incertitude

Alain Thévenet

Autrefois (et encore aujourd'hui), on parlait de « lutte des classes ». Jusque vers les années 1970, c'est le terme de « lutte » qui me gênait un peu, mais l'existence de classes antagonistes quant à leurs intérêts en tout cas, me paraissait évidente. Je pensais que la raison ferait inéluctablement son chemin, vers un ordre social plus harmonieux et plus juste et qu'il suffirait, parfois, d'un petit coup de pouce.

Aujourd'hui, je suis bien obligé de constater qu'il y a lutte, et même guerre. Ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais M. Hortefeux.

Donc « guerre ». Mais les classes, qu'est-ce qu'elles deviennent ? Et même, était-ce si évident jadis ? Karl Marx, par exemple, lui qui a lancé cette histoire, n'a jamais expliqué, à ma connaissance du moins, par quel miracle, issu de la bourgeoisie, il estimait devoir prendre parti pour le prolétariat. Ou alors pour être dans le « sens de l'histoire » ?

Aujourd'hui, le « sens de l'histoire » me paraît hésiter quelque peu. Une évidence cependant : il y a des riches et des pauvres. Et encore, ça change si on se place à l'échelle européenne ou mondiale. Tout au plus peut-on parler des très riches et des très pauvres. Ou aussi, ce qui se recoupe la plupart du temps, de ceux qui dominent par le pouvoir et par l'argent, et ceux qui sont très loin de l'un et de l'autre, qui ne sont pour eux qu'un spectacle à contempler.

Il y a donc la situation sociale et matérielle qui fait que « objectivement » on est amené à se révolter parce qu'on ressent concrètement l'injustice qui vous est faite. Mais, « objectivement », on ne se révolte pas toujours et même pas souvent, comme si la résignation, voire la mort, étaient moins dangereuses que la révolte[1]. Et, d'autre part, que se passe-t-il pour que, alors que « tout vous sourit » (c'est l'expression consacrée, n'est-ce pas),

1. Ce n'est pas tout à fait de même nature peut-être. Par quelle aberration des travailleurs de France Télécom ou d'ailleurs ont-ils choisi de se suicider, plutôt que de se révolter ?

on choisit la lutte pour un monde plus juste et plus libre ? Utilitariste, Godwin dit (je résume) que c'est parce qu'on éprouve dans son esprit et dans sa chair la souffrance de ses semblables. C'est un peu court peut-être mais en ce qui me concerne ça me paraît recouvrir une partie au moins de ma réalité. Mais il demeure que parfois on n'éprouve rien, ou en tout cas pas grand-chose. Il faut alors admettre que nos semblables ne sont pas tous les mêmes humains. Les souffrances éventuelles de MM. Sarkozy ou Woerth me laissent assez indifférent, au contraire de celles des sans-papiers, par exemple. Et les politiciens en place aujourd'hui tentent de convaincre la « France d'en bas » que ce sont eux leurs semblables et non les Roms, les sans-papiers ou leurs voisins des quartiers.

Quand même, donc, d'un côté les très pauvres, qui n'ont ni argent, ni pouvoir, ni reconnaissance. Et de l'autre, ceux qui ont tout ça. Et au milieu, tous les autres, et nous parmi eux.

De quelques rencontres

On dira que c'était par hasard, mais on sait qu'il n'y a pas de hasard, j'avais rencontré ce jour-là, un homme, un « clandestin », comme on dit, venant de Géorgie. Pas de chance pour lui, sa mère était Ossète et son père Géorgien ; lui s'en foutait un peu et ne pensait pas que cela ait de l'importance. D'ailleurs il ne savait pas trop comment se situer selon ces critères qui lui paraissaient quelque peu artificiels. Lorsqu'il était au lycée, personne n'y faisait attention. Et puis les choses avaient changé, imperceptiblement d'abord, les regards et les réflexions des profs : « Toi t'es Ossète, tu comprends rien » ; les copains s'étaient détournés de lui, gênés, puis hostiles. Sa mère avait fini par partir en Ossétie. Lui avait essayé mais n'avait pas pu y rester : son accent géorgien le faisait rejeter. Le père (Géorgien, vous suivez) avait dû évidemment rester en Géorgie mais, mal vu à cause de son mariage, rejeté lui aussi de toutes parts, devenu alcoolique, il avait disparu. Lui, bien sûr, avait dû arrêter les études et tenter de survivre tant bien que mal. Il avait rencontré une compagne. Malheureusement, elle, c'était l'inverse : son père était Ossète et sa mère Géorgienne. Bref, après plusieurs passages à tabac et en payant le prix fort, ils avaient dû fuir et s'étaient retrouvés en France avec leurs deux enfants. Expulsé une première fois et tabassé dans l'avion par les flics français, il l'avait été évidemment par les flics géorgiens à l'arrivée. Revenu clandestinement, sa demande pour obtenir le statut de réfugié ayant été refusée, il devait faire une ultime démarche. Je ne l'ai plus revu et je pense que toute la famille a été renvoyée, je ne sais où. Et je me demande ce qui restera dans la tête et dans le corps de ses enfants lorsqu'ils deviendront adolescents, puis adultes.

Des histoires comme ça, il y en a des centaines : Arméniens en Azerbaïdjan, Croates en Bosnie, etc. « C'est à cause de la politique » disent les victimes.

Le soir, ou peut-être était-ce le lendemain, je tombai sur un débat à la télé entre deux messieurs distingués, l'un représentant la Russie, l'autre la Géorgie. Jusqu'à ce que l'un d'entre eux, je ne sais plus lequel, assène avec un doux sourire : « De la manière dont les choses se passent, on va être obligé de continuer la guerre. »

Dans le débat, il y avait aussi des « experts ». Bakounine avait déjà mis en garde contre un possible « gouvernement des savants » qui, parce qu'ils « savaient », auraient court-circuité, avec leurs certitudes, l'accès au savoir et aux décisions des « ignorants ». Il était trop optimiste. Ceux qui apparaissent aujourd'hui, ce sont les experts, des sous-produits, grassement ou modestement payés, généralement au service des dominants, qui nous assènent ce qu'il faut penser de tout. Ils ne vivent

pas, ils pensent pour ceux qui vivent, lesquels sont supposés ne pas penser.

Nous avons aussi les sondages d'opinion. Répondre par oui ou non à une question qui, comme on dit, mérite réflexion et à laquelle n'importe lequel d'entre nous pourrait donner de multiples réponses sans doute contradictoires, selon les événements qu'il est en train de vivre, son humeur du moment, etc. Ainsi sont niées la complexité et la richesse du réel. Ainsi la pensée est-elle considérée comme superflue, inaccessible aux manants que nous sommes, et dévolue aux spécialistes.

Deux univers

Il y a deux mondes qui n'ont rien de commun, deux univers qui ne communiquent pas, et entre lesquels aucun passage n'est possible, du moins à une échelle significative.

Le monde de M. Sarkozy (qui n'est ici qu'un paradigme). On s'affole pour savoir si les tractations menées autour de la fortune de Mme Bettancourt sont légales. Est-ce vraiment le problème, lorsqu'on sait que les lois sont élaborées par les possédants, avant tout pour protéger leurs possessions en les légitimant ? Le problème, c'est que les sommes en jeu sont littéralement inimaginables pour la quasi unanimité du commun des mortels. Qui d'entre nous (et nous ne sommes pas parmi les plus défavorisés) peut imaginer retirer 50 000 euros par semaine en liquide ? Dans cet univers, on dit que « l'argent travaille ». On a oublié, ou on veut oublier, ou faire oublier que l'argent n'est qu'une chose qui n'a pas d'existence réelle et que, dans la réalité ce sont des êtres humains qui travaillent et qui, eux, sont bien réels ; ils souffrent, ils aiment, ils ont faim, etc. Dans cet univers-ci, ce ne sont pas seulement les valeurs qui sont inversées, mais bien la réalité elle-même. Ce monde est celui de l'argent ; mais, à ce titre, c'est un monde virtuel. Leur monde réel est constitué d'hôtels de luxe, de yachts etc. De soucis aussi, il est vrai, lorsque la Bourse a des problèmes. Mais ils ne concernent jamais (sauf peut-être dans la sphère privée) leur vie concrète.

D'un autre côté, ou à l'opposé, il y a ceux qui n'ont pas le loisir d'avoir un monde virtuel. Pour eux, tout est bien réel ; savoir s'il va être possible de manger ce soir, ou même le lieu où dormir, pour les plus invisibles d'entre eux. Je ne pense pas ici spécifiquement aux invisibles dont parle Jacques Rancière. Ces invisibles-là ont tout intérêt à le rester, puisqu'ils sont généralement clandestins. Ils viennent d'ailleurs, ils fuient la misère ou la guerre, ou un régime dictatorial et corrompu, souvent soutenu par les gouvernements et les capitaux de nos « démocraties », en échange de minerais, de pétrole, de cacao, etc. On les pourchasse, on les jette dans des Centres de rétention ; ils reviennent bien sûr ; ils n'ont pas le choix, c'est pour eux une question de vie ou de mort. Parfois, ils ont des enfants qui suivent, même lorsqu'ils allaient à l'école en France. Qui peut douter que ceux-ci, plus tard, se souviendront aussi.

Les puissants, politiciens et capitalistes (et jamais leurs liens et leurs intérêts identiques n'ont été aussi évidents) ont besoin de désigner des « dangereux » pour justifier leur existence en tant que « protecteurs » et faire oublier qu'aujourd'hui, comme au XIX^e^ siècle, le danger premier est celui de la misère amenée par l'exploitation capitaliste. Il faut donc que nos « compagnons en humanité », chassés par l'exploitation économique et les conflits politiques qui leur sont liés, soient l'un de ces dangers.

Un autre danger sera représenté par les « voyous des quartiers », vous savez, ces êtres malfaisants, au teint basané, voire carrément noir, ou alors s'ils sont blancs, par hasard, c'est pareil, qui vivent la nuit

(moi aussi en partie, d'ailleurs) et profitent de celle-ci pour mener de sombres trafics et des complots meurtriers contre les pauvres blancs contraints, on ne sait pas comment, à partager leurs quartiers et qui dirigent leur ressentiment contre leurs plus proches voisins, les voyous ainsi désignés.

Ceux-ci, il est vrai, ne sont pas toujours des anges. Certains reproduisent, en les caricaturant, les structures totalitaires du monde capitaliste ; beaucoup envient les objets que les médias leur montrent comme enviables. Quand ils en ont l'occasion, ils volent dans les magasins de luxe, mettant en pratique sans le savoir le slogan des anarchistes partisans de la reprise individuelle qui proclamaient, au début du xx[e] siècle : « Déjà qu'on est pauvre, si en plus il faut se priver ! » Quelquefois, même, certains braquent un casino. Ce sont des méchants. Quoique…

> Le jugement de « bon » ne provient nullement de ceux qui bénéficient de cette « bonté » ! Ce sont plutôt les « bons » eux-mêmes, c'est-à-dire les nobles, les puissants, les supérieurs en position et en pensée qui ont éprouvé et posé leur façon de faire et eux-mêmes comme bons, c'est-à-dire excellents, par contraste avec tout ce qui est bas, bas d'esprit, vulgaire et populacier. À partir de ce sentiment de la distance, ils ont fini par s'arroger le droit de créer des valeurs et de forger des noms de valeurs[2].

Et, personnellement, j'ai tendance à trouver plus immoral les traficotages en Bourse, par exemple sur le blé, lorsque menace la famine dans les pays pauvres. Et il ne me semble pas que les « voyous » des banlieues fassent des placements en Bourse. On sait que, au moins parfois, l'argent ainsi gagné sert aussi à la famille ou aux voisins dont les ressources financières sont justes. Une solidarité qui n'existe pas parmi les habitués de la Bourse, où lorsque l'un se fait prendre pour avoir abusé de façon trop provocante ou maladroite, les autres prennent des airs scandalisés et le laissent tomber.

Jadis, Bakounine distinguait parmi les prolétaires ceux relativement bien installés et cultivés, qui se laissaient berner par les promesses des gouvernants et les politiciens et, de ce fait, n'étaient guère susceptibles d'impulser un mouvement révolutionnaire, de ceux qui, peu instruits, étaient rejetés par la bourgeoisie (et par les marxistes). Rejetés essentiellement parce qu'ils n'étaient pas en mesure ni désireux d'accéder à la propriété, gage d'intégration, et comme tels étaient « des individus fort dangereux ; plus leurs capacités sont grandes, et plus ils sont condamnables et plus sévèrement ils doivent être châtiés ; car ils portent la désorganisation et la démoralisation dans la société »[3].

Parce que le hasard, ou peut-être n'était-ce pas tout à fait le hasard, m'a parfois mis en présence de certains jeunes « issus des quartiers difficiles » (qualification erronée, évidemment destinée à stigmatiser), j'affirme avoir rencontré en eux, parfois il est vrai de la rouerie, mais, au-delà de l'attirance pour les biens ou les distractions dont les abreuve la publicité des médias aux mains des dominants, une curiosité et une richesse intérieure qu'on ne trouve pas toujours ailleurs.

Voici donc deux classes qui vivent dans des univers qui n'ont rien en commun et que tout oppose : les riches qui vivent dans un monde virtuel de chiffres qui ne représentent plus rien en termes de vie quotidienne, celle-ci se déroulant dans un monde clinquant, et les pauvres qui résolvent les leurs, de problèmes quotidiens, comme ils peuvent et parfois par des moyens que la morale, édictée par les possédants, et les lois que les mêmes ont rédigées, réprouve. Les premiers méprisent

2. Nietzsche, *Généalogie de la morale,* Flammarion GF, 1996, p. 37.
3. Bakounine, *Œuvres complètes, T. 8, L'Empire knouto-germanique,* Champ Libre, 1982, p. 165.

les seconds, mais les craignent, en même temps qu'ils leur donnent un statut diabolique. Les seconds envient parfois les premiers et les colifichets qu'ils agitent. Mais je pense qu'ils ne sont pas toujours dupes. Les premiers ont déclaré la guerre aux seconds et l'ont affirmé haut et fort, afin de rallier les voix des « braves gens ». Nos hommes politiques ont des habiletés politiciennes à court terme, mais ils n'ont pas de vision politique. Les enfants du quartier de Villeneuve qui ont vécu un déferlement de robocops, d'hélicoptères et de projecteurs se souviendront aussi lorsqu'ils seront adolescents. Nos politiciens sont-ils stupides au point de négliger le fait que partout où une armée régulière s'est opposé à une guérilla, c'est celle-ci qui a fini par l'emporter ?

Il faut cependant nuancer. Présentés ainsi, les choses et les êtres ne sont que des visions caricaturales. Il serait trop simple d'inverser la morale dominante en mettant « racaille » à la place des « élites » et vice-versa.

Tous les gouvernants n'atteignent pas les sommets d'ignominie et de débilité politique de la clique que nous subissons aujourd'hui. Certains politiques au pouvoir, ou qui le visent, sont sans doute, au départ en tout cas, soucieux de l'intérêt général et du bien public tels qu'ils les imaginent. Bayrou ou De Villepin, c'est moins pire que Sarko, même si, comme l'écrit Godwin, un mal, même moindre, reste toujours un mal. De Gaulle était fondamentalement un ennemi politique, ce qui n'empêchait pas d'éprouver éventuellement pour lui une certaine estime. Obama, je pense, c'est moins pire que Bush, même si globalement ça ne change pas grand-chose. Parce que la vie n'est pas constituée seulement de global mais aussi de détails. À n'en pas douter, il est des dominants ou « élites », comme ils s'autoproclament, qui croient sincèrement aux « valeurs républicaines » que nous considérons comme un leurre. Ce sont des adversaires, mais ce n'est pas pareil, même si le résultat est le même.

Par exemple. Nous avons de grandes réserves à l'égard de l'éducation « républicaine » : transmission uniforme des valeurs morales et des connaissances, accent mis sur la discipline, valorisation de la compétition par les notes, etc. Nous luttons pour une éducation qui permette à chacun de développer ses potentialités personnelles et de s'enrichir au contact des autres par la coopération. Il reste que la conception « républicaine » de l'école est « moins pire » que celle qui vise à valoriser les « élites », qui limite les crédits et le personnel consacrés à l'éducation primaire, au profit de ce qui est consacré aux grandes écoles.

À gauche, c'est pareil et pas pareil… On peut en douter, mais peut-être est-il possible d'imaginer sincèrement un capitalisme plus humain et une répartition des richesses moins inégalitaire. Mais il y a DSK, président du FMI, les liens avec les milieux financiers… Et ailleurs Tony Blair et aujourd'hui Zapatero. Et puis, il suffit de réfléchir un peu ou de regarder autour de soi pour se rendre compte qu'ils s'agit d'un leurre. Se mentent-ils à eux-mêmes lorsqu'ils renient ce qui fut peut-être autrefois des convictions ? En tout cas ils mentent aux autres.

Ce qui unit en effet en premier lieu toutes ces personnes, c'est leurs conditions de vie concrètes qui les font naviguer dans des eaux et des relations qui ne sont pas celles du commun des mortels et qui les amènent à considérer comme une loi naturelle et universelle la répartition inégalitaire dont ils tirent profit entre riches et pauvres. Mais c'est aussi, et c'est fondamental, la certitude qu'ils savent mieux que les autres ce que ceux-ci vivent, ce qui est bon pour eux et qu'ils s'estiment ainsi investis d'une mission. À ce titre, les dirigeants des formations d'extrême

gauche marxistes, trotskystes ou assimilés font aussi partie des « élites » potentielles.

D'un autre côté, parler des « cités » est évidemment une caricature à connotation péjorative. Le tissu social des « exclus » est beaucoup plus flou et, précisément, parler des « quartiers » revient à inclure les « exclus » dans une géographie symbolique qu'on vise ainsi à représenter comme un donné contrôlable.

Ces exclus, que l'on peut donc rencontrer aussi dans le centre des villes, ne sont pas des anges. Ce sont des êtres humains, traversés comme tous les autres de courants contradictoires. Certains d'entre eux n'aspirent qu'à affirmer un pouvoir totalitaire de type féodal ou (et) à accumuler des biens. D'autres vivent simplement de petits trafics ou de petites magouilles dont ils partagent les bénéfices. D'autres enfin, qui sont peut-être les mêmes, courent les intérims. Les « féodaux », quant à eux, et si l'on excepte quelques fanatisés d'Al Qaïda d'ailleurs de plus en plus rares, ne visent pas à l'universalité, mais revendiquent un pouvoir, du reste limité, sur une zone géographique déterminée et sur des groupes de féaux. Ce pouvoir se manifeste parfois aussi par la chasse aux dealers de drogues dures. Là non plus les êtres et les choses ne sont pas figés et peuvent passer d'un statut à un autre et d'une valeur morale à une autre.

Au milieu…

Schématiquement, donc, deux « classes » antagonistes, qui n'ont rien en commun, ni les conditions concrètes de l'existence, ni la vision du monde réel qu'elles conditionnent ou auxquelles elles se superposent. Deux mondes qui se côtoient sans se voir, et qui voient chacun des mondes différents. Schématiquement toujours, il pourrait s'agir de la bourgeoisie et du sous-prolétariat.

Entre les deux, il y a donc tous les autres qui, en Occident du moins (car il faut relativiser, et peut-être que dans les pays pauvres, en gros les ex colonies, cette classe intermédiaire est quasiment inexistante) sont les plus nombreux. Un peu tout le monde, donc, du professeur des Universités au CDD, en passant par l'employé, l'ouvrier, etc. Même si les différences de revenus peuvent être conséquentes, les conditions concrètes d'existence se situent entre les deux extrêmes et sont assez éloignées de ceux-ci. Pour la plupart d'entre nous (je dis nous parce que, militants anarchistes, nous en faisons partie), elles sont même inimaginables, sauf rencontres fortuites. Les salariés, donc, d'une manière générale, plus les artisans, les petits patrons. Le prolétariat, en somme.

Alors là, ça tire dans tous les sens. Parmi les plus favorisés, certains, experts ou intellectuels divers apportent leur caution au pouvoir en place, même lorsqu'il se montre sous son jour le plus odieux. D'autres, par exemple, prennent résolument place auprès des sans-papiers. Et les plus pauvres, ceux que leur condition précaire devrait rendre les plus sensibles à la nécessité d'un changement radical, sont quelquefois ceux qui se réfugient le plus fermement dans les options les plus réactionnaires. Lors de fermetures d'usines et de licenciements massifs, il peut y avoir deux réactions opposées. Soit c'est chacun

pour soi, on fayote et tant pis pour les copains ; soit c'est l'occupation de l'usine, voire de la préfecture. Sans doute, l'attitude des militants syndicaux locaux a-t-elle une influence, mais ce n'est qu'un élément parmi d'autres, sachant qu'au niveau plus global, les dirigeants poussent toujours à la conciliation. Mais il y a d'autres choses, un mouvement, un élan, qui soudainement déclenche l'enthousiasme et la révolte. Le résultat final est le même, dans le contexte actuel en tout cas. Mais dans le premier cas, il restera un sentiment d'amertume, de vague culpabilité, alors que dans l'autre, restera le souvenir de moments intensément vécus et d'une fière solidarité. Les deux réponses opposées pourraient être le fait des mêmes personnes, en des circonstances multiples et souvent différentes sans qu'on puisse forcément retrouver les raisons déterminantes de ces choix.

Parlons aussi de nous et de ceux qui nous ressemblent. Amers et au fond révoltés, un fond parfois tellement enfoui que nous avions oublié sa présence. Rien de bien différent donc, « objectivement » de ceux qui acceptent, bien obligés, les licenciements ni de ceux, et ce sont donc sans doute les mêmes, qui se révoltent, occupent usines ou préfectures. Qu'est-ce qui fait qu'on peut passer d'un pôle à l'autre ? Qu'est-ce qui fait que parfois, nous ne sommes pas « raisonnables », que nous ne nous résignons pas à cette raison qu'on nous propose comme la mère de toutes les vertus[4] ?

Parce que, d'un autre côté, si la raison gouvernait le monde, nous vivrions aujourd'hui, et depuis longtemps, en anarchie et il n'y aurait jamais eu besoin de révolution. Il est sans doute souhaitable que la pensée intervienne dans l'action ou dans le mouvement, mais c'est le mouvement qui fait naître ou libère un déferlement de pensées. Lesquelles, à leur tour, l'enrichissent et accroissent sa force.

Ce sont bien ces mouvements qui traversent ce que, faute de mieux, j'appellerai le prolétariat. Mouvements faits de passions contradictoires, en lutte les unes avec les autres. D'un côté, la vie qui nous pousse à plus d'amplitude, à plus d'échanges, à plus de liberté. Et de l'autre la peur qui nous retient et qui s'accompagne d'amertume et de ressentiment.

Ces mouvements contradictoires qui nous traversent, nous, sont sans doute dus à la rencontre de circonstances inattendues avec quelque élément de notre vie antérieure, généralement oubliés qui avaient été susceptibles de nous humilier ou de susciter notre révolte, il n'y a pas de raison de supposer qu'ils ne traversent pas aussi les autres groupes. Parmi ceux que j'ai rattachés au sous-prolétariat, on peut rencontrer, chez les mêmes personnes, égoïsme et générosité, magouilles et gestes désintéressés, renfermement sur soi et ouverture aux autres, expansion et rétractation. Les hypothèses de Wilhelm Reich peuvent ici fournir une grille de compréhension, j'y reviendrai plus bas.

Pour peu que des rencontres, fortuites ou non s'y prêtent, ces mouvements ne sont pas enfermés dans le cadre d'un groupe social qui partagerait approximativement les mêmes conditions concrètes d'existence. Nous avons, par exemple, avec les « racailles » quelque chose qui devrait nous rapprocher : la même révolte et la même aspiration à une vie plus pleine, qui se traduisent de manières différentes, plus « policées » de notre part : grèves, manifestations, liées explicitement à un projet politique, plus « sauvage » chez eux, sans qu'il y ait explicitement conscience, ou en tout cas expression d'un sens politique.

Un autre débat télévisé (décidément, j'y passe beaucoup de temps !), juste après les événements de Poitiers. Les experts, là aussi discutent doctement de la mouvance

4. Nietzsche, *op. cit.*, p. 72.

ultra-gauche, qu'ils ne connaissent évidemment que par des lectures diverses et les informations télévisées. Ils conviennent quand même, et avec raison, que ce n'était pas si grave que ça. Pourtant, à un moment, une nuance d'angoisse traverse leurs visages sérieux… Et s'il se faisait une jonction entre ces jeunes gens visiblement cultivés et les brûleurs de voitures des banlieues difficiles ? Alors, oui, ce serait grave… Heureusement, concluent-ils soulagés, ce n'est pas pour demain. Là aussi, ils ont raison.

Certains, proches de nous, mais peut-être moins installés, ont en effet tenté, et tentent encore cette jonction. Ainsi, à la suite des arrestations de Tarnac, un texte est paru sous le titre « Fallait pas », qu'on peut trouver sur le site du Jura libertaire[5], cosigné de Benjamin, l'un des inculpés de Tarnac et Maka, inculpé à la suite des émeutes de Villiers le Bel. Un texte chargé d'émotion et dont il n'y a pas de raison de suspecter qu'il n'ait pas été, en effet, le fruit d'une rencontre improbable en prison et des discussions qu'elle a permises, mais dont la rédaction est due probablement à la plume de Benjamin. Ce qui n'a rien de scandaleux en soi. Il est en effet logique que chacun s'exprime par les moyens qui lui paraissent le plus aptes à rendre compte de sa sensibilité. Mais ce qui pose un problème au niveau de la réception, parce qu'il est peu probable qu'un tel texte puisse être reçu dans le milieu de Maka et des « jeunes des cités » chez qui il est censé faire écho. Mais on peut imaginer que dans le milieu qui est le sien et n'est pas celui de Benjamin, Maka a pu faire passer un message semblable. Reste que Benjamin et Maka se sont réellement sentis proches, par la révolte et le sentiment d'un « autre futur possible » grâce à des circonstances qui demeurent assez exceptionnelles.

5. http://juralibertaire.over-blog.com/article-villiers-le-bel-tarnac

Je suis Maka, j'ai 22 ans, je suis en détention préventive depuis le 23 février 2008. Je suis mis en examen pour « tentative d'homicide volontaire sur agents des forces de l'ordre » depuis le grand baroud policier qui avait suivi les émeutes de novembre 2007 à Villiers-le-Bel. Des centaines de jeunes ont affronté la police suite à la mort de deux adolescents, dans une collision avec un véhicule de police.

Je suis Benjamin, j'ai 31 ans, je suis sous contrôle judiciaire, mis en examen pour participation à « une association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste » suite aux opérations de police menées sur tout le territoire, notamment à Tarnac, en réaction aux sabotages simultanés de l'alimentation électrique de plusieurs voies TGV en novembre 2008. […]

Un Blanc. Un Noir. Cité du Val-d'Oise. Petit village de Corrèze. Parents immigrés africains de première génération. Classe moyenne de province. Diplôme universitaire. Déscolarisation précoce. Nos histoires se croisent au hasard d'une désertion des voies tracées pour nous dans le grand cirque de la reproduction sociale. Je suis Benjamin, je suis resté à peine trois semaines en détention. Comme mes co-mis en examen je suis depuis onze mois sous contrôle judiciaire strict avec l'interdiction de rentrer chez moi. Je cherche à faire que ce temps volé par l'appareil judiciaire ne soit pas un temps mort.

Je suis Maka, comme mes co-mis en examen je suis depuis vingt mois en détention « préventive », et placé à l'isolement. Je lis, j'écris, j'aiguise ma compréhension de ce monde et de la place qui nous y a été dévolue ; je fais ma révolution dans 9 mètres carrés.

Les circonstances exceptionnelles sont peut-être plus fréquentes que nous pourrions le penser et ne se trouvent pas seulement en prison. Le hasard parfois… Mais un hasard auquel il nous faut être ouvert, et que favorisent, étrangement des circonstances de notre vie commune qu'apparemment rien ne rapproche. Rien de ce qui, en tout cas, se montre d'abord. Mais peut-être si nous cherchons plus loin, et si nous laissons apparaître ce qui était avant ce surgissement…

Comme tout le monde, j'ai pesté contre les « jeunes des banlieues » qui roulent en Mercedes, on sait bien pourquoi, et qui vous coupent la route de façon arrogante et provocante… Et puis un jour, comme ça, coincé dans un embouteillage, j'ai eu une révélation ; ça vaut ce que ça vaut, mais je la livre ici. Bien sûr, ça n'a rien à voir avec l'aspect économique des choses. Il m'a semblé que cette arrogance provocante, je pouvais la comprendre, voire même la partager. Le regard porté sur les enfants issus des banlieues n'est que rarement neutre et encore plus rarement amical, lorsqu'il vient des autres. C'est quelque chose qu'un enfant ressent avec force et qu'il se trouve que j'ai moi-même ressenti dans mon enfance pour des raisons tout à fait différentes. Quelque chose qui n'est pas étranger à la fierté provocatrice que j'ai ressentie en devenant « docteur en philosophie ». Comme une revanche. Si un jour nous pouvions nous rencontrer, ce n'est évidemment pas à travers la Mercedes, ni à travers la philosophie, mais en deçà, à travers les humiliations enfantines et le désir de revanche et d'affirmation qui s'ensuivent. Et dans l'espoir et les tentatives que ce désir de revanche puisse un jour devenir une aspiration politique et collective à faire naître un monde dans lequel les enfants comme les adultes puissent se sentir considérés sans s'en sentir humiliés.

Il est cependant un domaine qui nous éloigne apparemment de manière fondamentale de ceux-ci. Nos cultures, ou ce qu'on désigne comme tel, sont fondamentalement différentes, sans rapport apparent. Nous avons tous, avec tout le monde, des points de rencontre. Par exemple, j'aime beaucoup la musique « classique » en particulier Bach. Je puis l'apprécier au cours d'un concert au même titre que certains membres de l'« élite » et échanger, un instant avec eux. Je puis aussi partager d'autres choses avec des collègues que je croise, et même avec sympathie. Mais dans ces deux cas, il s'agit de rencontres intellectuelles, baignées certes d'éléments affectifs, mais qui, le plus souvent, ne sont pas premiers. À l'inverse, je puis me sentir en profonde solidarité avec d'autres avec qui cependant je ne saurais pas trop de quoi parler. Côté musique, je puis occasionnellement être sensible à d'autres tendances, mais si j'ai quelque chance un jour d'échanger avec le conducteur de la Mercedes, ce ne sera pas sur ce terrain.

Quoique…

B. 12 ans. Famille maghrébine. De l'alcool et des coups. Des frères aînés qui vont et viennent entre prison et petits trafics et, entre-temps tapent les plus jeunes. Quand ça gueule ou tape trop fort à la maison, ou que la mère les a foutus dehors lui et le frère qui le précède, ils couchent dans les allées. Tout en somme pour être la « racaille » qu'il deviendra peut-être ! Ce n'est pas du Zola je le jure, ça se passe aujourd'hui. Et voila qu'il se met à parler de Victor Hugo, Henri Barbusse, de Mozart aussi. Et ce qu'il dit montre qu'il en a une connaissance, parcellaire et confuse, certes, mais qui témoigne de sa curiosité et de son désir pour autre chose que ce à quoi il est destiné.

> Prenez l'individu le moins instruit ou le plus niais, pour peu que vous découvriez en lui des sentiments instinctifs et, même obscurs,

> des aspirations désintéressées correspondant à l'idée révolutionnaire socialiste, aussi primitives que soient ses véritables notions, vous ne vous effraierez pas, mais au contraire vous vous occuperez de lui avec sérieux, avec amour et vous verrez avec quelle amplitude et passion il saisira, assimilera votre idée ou, plutôt, la sienne propre parce qu'elle ne sera pas autre chose que l'expression claire, entière et logique de son propre instinct, de sorte qu'au fond vous ne lui aurez rien donné, rien apporté de nouveau, mais seulement révélé ce qui existait en lui bien avant votre rencontre. Voilà pourquoi je dis que nul ne peut rien donner à personne[6].

Il se passe parfois des choses étranges…

D'autres surprises… Par exemple, au cours de la manifestation contre l'expulsion des Roms, je remarque quelques manifestants portant un drapeau « Motards en colère ». Pour moi, de manière il est vrai bien simpliste, mais sans doute partagée par d'autres, les motards, ce sont ces monstres masqués, arrogants, hissés sur des machines hors de prix, et forcément macho, facho etc. Étonné, je discute avec eux. Ils me disent qu'ils sont solidaires, parce que eux aussi, dans leurs errances sont souvent considérés comme des nomades et soupçonnés comme eux et que, voyageant beaucoup, ils sont contre tout racisme. Et, depuis, je regarde autrement ceux qui me doublent sur les routes. Ce sont souvent les rencontres inattendues qui permettent de se défaire des idées toutes faites.

Il est difficile d'imaginer que les « dominants » puissent parfois se retrouver à éprouver des émotions qui les rapprochent des sous-prolétaires (désignés ainsi par convention). D'abord parce qu'ils ont peu l'occasion de se rencontrer, ne serait-ce que physiquement. Les univers dans lesquels ils se meuvent sont étrangers l'un à l'autre. Pour qu'il y ait alors rencontre, il faut qu'il y ait un évènement hors du commun. On se souvient peut-être de Pierre Botton, le gendre de Michel Noir, ancien maire de Lyon. Il y a eu de sombres magouilles dont je ne me souviens pas des détails, des histoires d'argent, bien sûr et aussi des embrouilles familiales. Bref, il s'est retrouvé en prison, lâché de tout le monde, dans des conditions de détention qu'il dit lui-même avoir été relativement confortables. Il en est sorti et s'est exprimé depuis, notamment dans l'émission « Ras les murs » sur Radio Libertaire, sur sa dérive dans un monde de fric et de « bling bling », mais s'est engagé aussi dans un combat pour l'amélioration des conditions de vie des prisonniers, ce qui n'est sans doute pas à proprement parler révolutionnaire, mais témoigne qu'il a partagé quelque chose avec des personnes que rien dans sa vie antérieure apparente ne laissait présager qu'il rencontrerait un jour. Cette trajectoire demeure cependant exceptionnelle et sans doute Pierre Botton a-t-il quitté le milieu huppé qui était auparavant le sien, dès lors qu'il s'est senti plus solidaire de ceux qu'il a accidentellement croisés que de ceux auprès desquels il avait quêté sa place.

Le jour de la révolution (on ne sait jamais), je ne souhaiterais pas que M. Sarkozy soit jugé ni lynché, mais qu'il soit lâché nu dans une « cité difficile » ou dans une forêt. Non pour qu'il soit humilié, mais pour que, au-delà il puisse ressentir, ou se rappeler ce que c'est de subir l'humiliation, et qu'il puisse se révolter contre l'humiliation qu'ont subie tous ceux que lui et ses semblables ont méprisés.

Et pendant qu'on en est à imaginer une révolution, on peut rêver… Rêver qu'un jour les flics en aient marre d'être haïs par ceux qu'ils répriment et méprisés par ceux qui les utilisent est qu'ils découvrent, contre toute raison, que leur place est de l'autre côté, du côté de ceux chez qui, une

6. Bakounine, *op. cit.*, p. 368.

fois l'uniforme ôté, ils reconnaîtront les mêmes émotions, les mêmes révoltes et les mêmes aspirations que les leurs.

Mais évidemment, tout ceci est un conte…

En deçà des opinions…

Ça vient d'avant, ou d'en deçà de la raison, des opinions. Cela vient peut-être d'un élan premier, vers la vie, le plus de vie possible. Il y a cet élan qui nous est commun et qui est premier. Un élan vers ce que Reich appelle l'orgone, qu'on peut rattacher si on veut à l'élan vital. Mais il y a aussi ce que le même Reich désigne comme la « peste émotionnelle » : toutes les humiliations que nous avons subies lors de notre enfance et de notre adolescence et, peut-être en premier lieu, la culpabilisation. Cela, les élites, ceux qui ont réussi, comme on dit, l'ont subi comme les invisibles. C'est peut-être même cela qui les fait, à ce point, assoiffés de pouvoir et de richesse. Et c'est peut-être aussi cela qui fait d'eux des étrangers.

Ce qui peut faire naître en nous la révolte, c'est l'indignation. Ce qui peut faire de cette révolte quelque chose qui puisse être une révolution, quelle que soit la forme que prenne celle-ci, c'est que nous découvrions que notre révolte a quelque chose de fondamentalement commun avec celle des autres. Et ce qu'elle a de fondamentalement en commun se situe en deçà des mots dans un désir profond d'avoir une vie plus libre, plus complète, et plus ouverte. Ouverte aux autres, ouverte à nous-mêmes et à toutes nos virtualités, tous les possibles que nous sentons présents en nous, muselés par l'injustice, le conformisme, la peur. Peur en définitive de nous-mêmes et de la vie que nous sentons en nous. Cette révolte ne s'exprime pas de la même manière en chacun d'entre nous et, entre les lascars des banlieues et nous-mêmes, anarchistes ou proches, si nous devions d'abord y mettre des mots nous ne nous comprendrions pas, ou bien mal, car ils entendraient nos mots, d'abord, comme les mots des riches, et ils auraient raison, car les dominants ont fait leurs les mots, en les dépouillant de la révolte qui peut les animer. Et, si nous n'y prenons garde, nous risquons d'être pris au piège et de jouer avec les mots et les concepts, comme le font les « grands ».

> Ils nous ont aussi dépouillés d'autre chose, de plus fondamental, dont ils ont dépouillé aussi les pauvres, c'est de l'amour et de la compassion que nous éprouverions spontanément les uns envers les autres si nous n'en étions pas privés.
>
> Dans ce monde d'iniquité je ne puis rien aimer comme je m'en sens la force ; je suis contraint de haïr, hélas !
>
> Et ma haine, c'est de l'amour encore ; […] Un amour non satisfait, immense, indéfini, généreux et général.- Amour qui brûle, amour qui tue. […] Je presserai de mon poing mes yeux gonflés de larmes, car je ne veux pas pleurer de douleur ? […] je ne veux pas m'attendrir sur des malheurs qui sont notre ouvrage[7].

Cœurderoy posait déjà la question de la nécessaire union entre l'idée et la force. La première serait l'apanage des révolutionnaires occidentaux et la seconde des Cosaques, dont il dit d'ailleurs qu'on peut les trouver aussi en Occident. C'est bien le problème qui se pose encore. Comment nous, révolutionnaires, privés, il faut bien le dire, de la force nécessaire, pouvons-nous rencontrer ceux à qui les circonstances et l'injustice dont ils sont victimes l'ont donnée, sans que parfois, ils en aient conscience, ou qu'ils aient conscience de la puissance révolutionnaire que cette force peut leur donner ? Ceux-ci sont ceux qui viennent de partout, d'ailleurs dont ils ont été chassés, et ceux dont la place est

7. Ernest Cœurderoy, *Hurrah !!! ou la révolution par les Cosaques,* Plasma, 1977, p. 434-435

désignée d'avance. Je fais ici l'hypothèse que c'est en deçà des idées, dans la rencontre de ce que nous avons en commun, les émotions. Émotions de colère, de désespoir et d'espoir ; certitude exprimée ou non qu'un autre monde, une autre vie sont possibles. À partir de là nous pourrons peut-être éprouver que ce sont nos différences qui font notre solidarité. Et nous pourrons, peut-être aussi, lutter de concert, à condition de ne pas oublier ce que nous disait Bakounine, que personne ne peut rien donner à personne, si ce n'est par un échange non seulement au niveau des mots, mais dans nos profondeurs. Un échange qui nous apporte aux uns et aux autres plus d'intelligence et de sensibilité et nous rende ainsi plus forts.

Selon Reich[9], un courant de vie, qu'il nomme orgone, nous traverse tous, comme il traverse le monde social et même l'univers. Mais parfois, souvent, la peur, la répression y font obstacle. Ce courant est alors réduit à n'être plus qu'un marais croupissant. Dans le corps social, c'est donc ce que Reich appelle « la peste émotionnelle ». Il nous faut alors lutter pour que la vie soit plus forte et renverse ce barrage puisque, comme il l'écrit en tête de ses ouvrages « l'amour, le travail et la connaissance sont les sources de notre vie ; ils devraient aussi la gouverner ».

Ça va péter…

Les temps sont difficiles. Peut-être l'ont-ils toujours été. D'un côté, il est devenu très difficile d'imaginer ce que pourrait être aujourd'hui un changement révolutionnaire. On a voulu nous convaincre qu'on vivait la « fin de l'histoire ». Discutable et discutée sur le plan philosophique, cette théorie a infiltré l'ensemble de la société, entraînant quelque chose comme la résignation, la conviction qu'il n'est pas sérieux d'imaginer un « autre futur ». L'idée même de révolution apparaît comme liée à un passé irrémédiablement révolu. Les émeutes ou les révoltes, comme les tentatives de création de lieux alternatifs sont représentées comme étant liées à des problèmes ponctuels ou locaux que ne relie pas un espoir partagé. Quelquefois même on les représente comme des tentatives de résistance vouées à l'échec face à un progrès inéluctable. Et la mondialisation de la domination économique et financière fait qu'il est impossible de penser que ne soit pas voué à l'échec un mouvement qui ne parviendrait pas rapidement à nouer des liens à travers le monde. De même, un changement révolutionnaire ne peut se concevoir s'il n'englobe pas l'ensemble de la vie sociale, sa structuration, mais aussi ses valeurs. Ce qui signifie qu'il doit venir de plusieurs lieux. Or suspicion et méfiance règnent entre ceux qui sont susceptibles d'impulser ce changement : lors de manifestations syndicales, le service d'ordre craint par-dessus tout les « voyous » susceptibles de piller quelque boutique de luxe ou les « autonomes » qui rompraient le bel ordonnancement de la manif. Dans les milieux proches des nôtres, les squatters se méfient des syndicalistes ou les méprisent, et ceux-ci le leur rendent bien. Sans parler des conflits qui minent de l'intérieur les organisations anarchistes ou anarcho-syndicalistes. Donc une tension complexe et contradictoire entre la

9. De Reich, on peut lire notamment *Écoute, petit homme*, *La psychologie de masse du fascisme*, dans la Petite bibliothèque Payot. On peut aussi se rapporter à l'ouvrage de Roger Dadoun, *Cent fleurs pour Wilhelm Reich*, dans la même collection. Pour une étude plus récente, voire Jacques Lesage de La Haye, *Introduction à la psychanalyse de Reich*, Chroniques sociales, 2009.

dispersion et la nécessaire rencontre entre les diverses composantes de ce qui pourrait constituer un élan révolutionnaire.

Parce que, d'un autre côté, il est impossible que les choses restent en l'état. D'abord parce que le mouvement est indissociable de toute vie. Et aussi, traduit plus concrètement, parce qu'il est impossible que les pauvres acceptent sereinement d'être de plus en plus pauvres face à une minorité arrogante. Plus intolérable encore que la misère, il y a le mépris. Parce que ceux qui sont chassés par la misère ou la persécution viendront, quels que soient les obstacles qu'on mettra à leur circulation. Et aussi parce qu'en instaurant la mondialisation économique, les dominants ont, malgré eux, déclenché un mouvement irréversible de curiosité et de besoin de circuler. Beaucoup d'Africains sans papiers mettent en avant non seulement la nécessité économique, mais aussi le besoin d'aller voir ailleurs ce qui se passe, quitte à revenir plus tard. Ce qui est en somme le mouvement inverse de celui qui a poussé les Européens à partir vers des contrées qu'ils ignoraient jusque-là.

Donc, inéluctablement, « ça va péter ». Mais il est impossible de prévoir comment car les forces en jeu sont de natures contradictoires, poussant tantôt vers un dépassement et tantôt vers un retour, à première vue sécurisant, vers des formes politiques antérieures. Et ce ne sont pas les anarchistes qui vont déclencher à eux seuls ce mouvement. Il est cependant essentiel qu'ils ne se maintiennent pas en dehors, sinon on risque de voir s'établir de nouvelles formes d'exploitation. Par leurs vies et par leurs pensées ils peuvent témoigner de ce que d'autres rapports entres les êtres humains sont possibles, plus riches pour tous. Dire aussi et témoigner de ce que la violence, sans doute rendue inévitable par la stupidité des dominants et nos propres faiblesses, n'est pas une fin en soi. Elle peut être nécessaire pour briser une domination, mais elle est en même temps, en soi, une domination et celle-ci n'est jamais souhaitable.

Le monde qui surgira ne sera pas anarchiste, car l'anarchie n'est pas un état à atteindre mais un mouvement qui n'a pas de début ni de fin. Un mouvement de vie et d'élargissement, qui rencontre le mouvement opposé de peur et de rétractation, également présent en nous. Il nous faut rencontrer nos compagnons en révolte et découvrir avec eux qu'au-delà de la peur et de la haine, il y a la découverte de notre puissance, de notre solidarité profonde et de la certitude que la vie dont nous sentons la présence en nous est infinie.

Alain Thévenet

Le sens de l'action directe

Eduardo Colombo

« Une grève est une révolte ou une duperie »
Le Révolté, 1887

L'action directe s'enracine profondément dans le terreau de l'aide mutuelle. L'entraide est la base de l'organisation ouvrière ; c'est collectivement que les exploités peuvent se libérer et c'est en unissant leurs efforts qu'ils arriveront à imposer aux puissants leurs revendications : une société libre et juste, l'abolition du salariat, le nivelage des rangs et des fortunes.

Entre la réalité de l'exploitation quotidienne et l'aspiration vers une transformation radicale de la société, il y a un large espace pour l'organisation et pour la lutte. Le siècle dernier, malgré révoltes et révolutions, a vu s'installer dans sa dernière moitié, jusqu'à devenir hégémonique, un syndicalisme réformiste de collaboration des classes réclamant l'arbitrage de l'État et l'intervention de la représentation parlementaire toujours prête à établir ou à déroger une loi. Un syndicalisme intégré au régime établi.

En oubliant l'action directe, le mouvement ouvrier d'aujourd'hui se trouve entravé dans les fers du légalisme, impuissant après avoir laissé entre les mains d'une bureaucratie de représentants syndicaux la direction de la lutte, condamné à des grèves corporatives et à des manifestations symboliques, offrant ainsi un piteux contrepoids à la classe dominante. Ce syndicalisme écarte et même réprime le sens profond implicite dans la revendication ou dans la révolte des exploités : la transformation radicale de la société.

D'autres modalités de l'action sociale, économique et politique avaient commencé à germer dès les premiers pas du prolétariat militant, modalités qui mettaient en avant le fédéralisme et l'autonomie des organisations de classe fondées sur la conscience que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »[1]. Ainsi, l'action directe était

1. Premier considérant du *Préambule des Statuts de l'Internationale* adopté par le premier Congrès général de l'AIT (Genève, 1866).

devenue l'âme de la branche anti-autoritaire de la Première internationale d'abord, pour s'incarner ensuite dans le syndicalisme révolutionnaire et dans l'anarchisme.

Encore et toujours reste ouverte une voie aux exploités – écrivait Bakounine – « c'est celle de (leur) *émancipation par la pratique*. Quelle peut et doit être cette pratique ? Il n'en est qu'une seule. C'est celle de la lutte solidaire des ouvriers contre les patrons »[2].

L'idée et la pratique de l'action directe se sont forgées dans le conflit qui parcourt subrepticement l'Internationale dès sa fondation au meeting de St. Martin's Hall en septembre 1864 jusqu'à la Conférence de Londres de septembre 1871.

Quand Karl Marx rédige les *Statuts provisoires (Provisional Rules)* à la fin octobre 1864, la question conflictuelle est passée inaperçue mais elle était destinée à s'amplifier jusqu'à produire la scission de l'Internationale. Marx était plutôt satisfait de son intervention en cet automne londonien, et le 4 novembre il écrit une longue lettre à Engels en lui racontant que toutes ses propositions ont été acceptées par le sous-comité chargé de rédiger les statuts, mais qu'il s'est senti obligé d'ajouter seulement quelques phrases sur « droits » et « devoirs » et aussi sur « morale et justice » à la demande des Français ; de toute façon, affirme-t-il, elles sont placées de telle manière qu'elles ne pourront nuire au contenu du texte[3].

Cependant, le vrai moteur ouvrier qui a fait démarrer l'Internationale se trouvait dans les ateliers de Paris, et les compagnons qui vont au meeting de St. Martin's Hall, Henri Tolain, ciseleur, Perrachon et A. Limousin, ouvrier passementier, ont déjà en tête leur projet d'association internationale.

La plume de Marx fixera dans le *Préambule* les grandes idées que Tolain avait développées dans son discours[4].

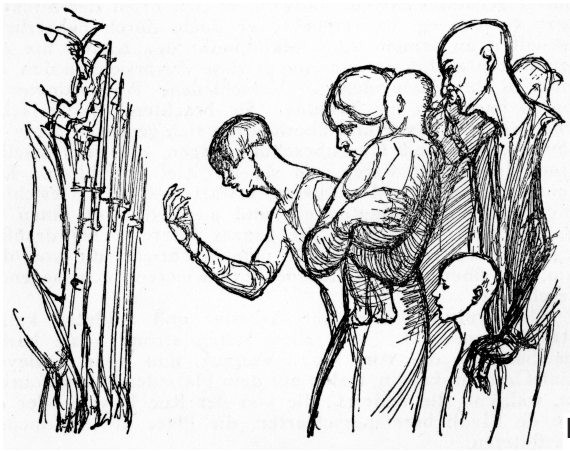
On lit dans les considérants de ce *Préambule* aux statuts provisoires[5] :

> Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de sa servitude politique, morale, matérielle *(of servitude in all its forms, of all social misery, mental degradation, and political dependence)* ;
>
> Que l'émancipation économique des travailleurs est conséquemment le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen *(as a means)*.

Le texte original anglais fut traduit rapidement en français à Paris « par un ami sûr » (janvier 1865). Mais la phrase sur l'action politique donnait lieu à différentes interprétations : pour des militants ouvriers anglais et surtout français et suisses, la subordination de la politique à l'émancipation économique signifiait, peut être encore confusément, que l'organisation ouvrière exerçait elle-même l'action politique sans déléguer à un parti politique, toujours perméable aux bourgeois, une prise préalable du pouvoir. C'est cette position sur la politique de l'Internationale qui sera défendue par Bakounine dans les pages de *L'Égalité* en 1869.

Sans doute Marx l'interprétait-il comme une affirmation de l'indispensable organisation de la classe ouvrière en parti politique en tant que moyen nécessaire pour la conquête du pouvoir politique.

2. *L'Égalité,* n° 30, 14 août 1869. Cf. les articles de Michel Bakounine sur « la politique de l'Internationale » in *Le socialisme libertaire,* textes établis par Fernand Rude. Denoël, Paris, 1973.
3. Lettre à Engels, 4 novembre 1864. Cette lettre se termine par un éloge de Bakounine qui, en passant par Londres, a rendu visite à Marx la veille, avant de partir pour l'Italie combattre Mazzini.
4. Cf. Edouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier* en trois tomes (1836 à 1953). Tome I : 1830 à 1871, sixième partie : La Première Internationale. Armand Colin, Paris, 1948.
5. Cf. James Guillaume, *L'Internationale,* vol. I, éd. Grounauer, Genève, 1980, p. 9 à 13.



Fermin Rocker

La traduction française viendra ajouter à la confusion parce que – probablement sans intention politique précise ou en fonction du climat idéologique qui régnait à Paris – le texte, plus ramassé, modifie ou supprime quelques mots, ce qui donne la formulation suivante :

> Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude : politique, morale et matérielle ;
>
> Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique.

L'expression « comme moyen » a disparu. Il est indubitable que la version française met l'accent sur la nature dépendante de tout mouvement spécifiquement politique face à l'émancipation de la classe exploitée.

À sa lecture Marx était contrarié, probablement même fâché, et, comme le dit G. D. H. Cole dans son histoire de la pensée socialiste[6], il va accuser les « anarchistes » de l'avoir fait exprès avec l'intention de détourner l'Internationale de sa finalité. Mais quand les Statuts provisoires furent modifiés et approuvés par le Congrès de Genève en 1866, les Considérants furent votés aussi dans leur version française. James Guillaume écrit à ce sujet : « je dois dire que, quant à mes amis des Sections suisses et à moi-même, nous ignorâmes jusqu'en 1870 ou 1871 que la version anglaise des Considérants différait sur quelques points de la version française »[7].

Les résolutions de la Conférence de Londres, qui s'est tenue aux lendemains de la Commune, ne laissaient plus de place aux conceptions divergentes sur la forme de l'action politique et, de surcroît, elles méprisaient l'autonomie des fédérations [8]. Pour plusieurs de ceux qui appartenaient à la tendance fédéraliste et antiautoritaire – et qui avaient été majoritaires au congrès de Bâle (1869) face à deux minorités, proudhonienne et marxiste – la résolution imposant à tous l'opinion de Marx et d'Engels, lesquels prétendaient que les statuts de 1864 impliquaient la nécessité de l'action politique et l'adoption du principe de la conquête préalable du pouvoir, fut ressentie comme un vrai coup d'État. Ce qui n'était pas loin de l'esprit de Marx lui-même : il « écrit à Bolte, le 22 novembre 1871, que le Conseil général avait 'finalement porté le coup longtemps préparé' »[9].

La résolution IX sur « l'action politique de la classe ouvrière » dit dans sa partie centrale[10] :

6. G. D. H. Cole, *Historia del pensamiento socialista.* México, 1958. Vol. II : *Marxismo y anarquismo,* p. 102.
7. James Guillaume, *op. cit.,* p. 11.
8. Sur le manque de représentativité et sur la composition de la Conférence de Londres, voir « Mémoire de la Fédération Jurassienne », in James Guillaume, *op. cit.,* vol. I, p. 192, et le récit d'Anselmo Lorenzo in *El Proletariado Militante*.
9. Cité par Arthur Lehning, *De Buonarroti à Bakounine,* Paris, 1977, p. 280.
10. Cf. James Guillaume, *op. cit.,* vol. I, p. 202-203.

Considérant en outre :

Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes…

Près d'un an plus tard, quand se réunit le cinquième congrès de l'Internationale à La Haye (2-7 septembre 1872), le conflit entre les deux tendances est ouvert. Marx ne tolère plus l'influence croissante de Bakounine et l'importance qu'acquièrent les idées fédéralistes et anti-étatistes au sein de l'organisation internationale des travailleurs[11]. Ainsi, ce cinquième congrès, entièrement manipulé par le Conseil Général, aura la tâche d'imposer à l'Internationale les résolutions de la Conférence de Londres[12].

Dans la session du 6 septembre, il fut proposé, comme figurait dans l'ordre du jour, d'insérer « la résolution IX » dans les Statuts généraux. La majorité circonstancielle du congrès approuva la motion en modifiant la partie finale comme suit[13] :

Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, *la conquête du pouvoir politique* devient donc le grand devoir du prolétariat.

Les internationalistes anti-autoritaires, qu'on appelle les anarchistes, se considérant comme les continuateurs de l'esprit fondateur de l'Internationale, se réunissent immédiatement à Zurich et se rendent ensuite à Saint-Imier où le 15 septembre se réunit le Congrès international à l'initiative des Italiens. Les délégués qui se retrouvent au Congrès de Saint-Imier (15-16 septembre 1872) sont ceux de la Fédération espagnole qui viennent de La Haye : Farga Pellicer, Alerini, Morago et Marselau ; les membres de la Fédération italienne : Cafiero, qui était à La Haye à titre personnel, et les autres qui se sont rencontrés à Zurich : Malatesta, Bakounine, Costa, Nabruzzi et Fanelli ; ceux nommés par la Fédération jurassienne : Guillaume et Schwitzguébel, plus deux délégués de plusieurs sections interdites d'exister en France, et une délégation des sections nord-américaines[14].

---

11. Lettre de Bakounine à Anselmo Lorenzo (mai 1872) : « Depuis 1868, époque de mon entrée à l'Internationale, j'ai soulevé à Genève une croisade contre le principe même de l'autorité et prêché l'abolition des États, en enveloppant dans la même malédiction cette soi-disant dictature révolutionnaire que les jacobins de l'Internationale, les disciples de Marx, nous recommandent comme un moyen provisoire, absolument nécessaire, prétendent-ils, à la consolidation et à l'organisation de la victoire du peuple. J'ai toujours pensé et je pense qu'une pareille dictature, résurrection inespérée de l'État, ne peut avoir d'autre effet que de tuer la vitalité et la puissance vraiment populaires de la révolution. Voilà les principes que j'ai propagés. Au Congrès de Bâle, nous avons remporté une victoire qu'on peut dire complète, non seulement sur les proudhoniens doctrinaires et pacifiques, les individualistes ou socialistes-bourgeois de Paris, mais encore sur les communistes autoritaires de l'école de Marx. Voilà ce que Marx n'a jamais pu nous pardonner, et pourquoi, aussitôt après ce Congrès, lui et les siens ont commencé contre nous une guerre qui ne tend à rien moins qu'à notre démolition complète. » In A. Lehning, *De Buonarroti à Bakounine, op. cit.,* p. 277.
12. Le congrès vote aussi l'expulsion de Bakounine et de Guillaume. La minorité souscrit une déclaration de défense de l'autonomie des fédérations. Les fédérations jurassienne et espagnole ainsi que d'autres délégués font partie de la minorité. La fédération italienne se refusa à envoyer des délégués. Les mois suivants, dans leurs congrès nationaux, les sections anglaise, belge et hollandaise rejetèrent les conclusions de La Haye et se rallièrent à la déclaration de la minorité, laquelle devint ainsi la majorité de l'Association internationale des travailleurs.
13. James Guillaume, *op. cit.,* vol. I, p. 540.
14. Le congrès suivant de la branche anti-autoritaire (le VI[e] dans la chronologie de la Première Internationale) se réunira à Genève en septembre 1873 en la présence des fédérations d'Espagne, Hollande, Angleterre, Belgique, Suisse, France et Italie.

La première résolution du Congrès fut la défense de l'autonomie des Fédérations et des sections adoptée à l'unanimité. Autonomie qui s'exprime devant les prétentions autoritaires et jacobines de n'importe quel Conseil Général, et qui doit être reconnue aussi par rapport aux Congrès destinés à échanger et harmoniser, si possible, les positions, « mais dans aucun cas la majorité d'un Congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité ».

La troisième résolution, « Nature de l'action politique du prolétariat » prend le contre-pied de la résolution de La Haye :

> Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :
> 1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;
> 2° Que l'organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour accélérer cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereux pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;
> 3° Que repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

C'est cette déclaration qui fonde, ou qui institue, la branche anti-autoritaire de la Première Internationale et c'est sur elle que se développera internationalement l'anarchisme socialiste et révolutionnaire.

Les arguments opposés à ceux qu'on accusait d'« abstentionnistes » en politique reposaient sur un malentendu ou sur la mauvaise foi parce que jamais les anti-autoritaires n'ont nié le niveau politique de l'action ouvrière ou de classe, mais ils ont combattu la délégation de la lutte politique à une organisation autre que l'organisation de classe. Ils s'opposent à la représentation parlementaire et au compromis électoraliste qui sont dans la nature de tout parti briguant le « pouvoir politique » entendu comme un organe central de gouvernement, c'est-à-dire un État. La conquête préalable du pouvoir central en tant que condition nécessaire à la modification révolutionnaire de la société, et l'organisation subséquente d'un « pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire » sont le plus sûr moyen de mettre en place une nouvelle élite, de stopper la révolution et de rester dans le vieux monde, ce qu'avaient compris les anarchistes, vérité que l'histoire a montrée sans pudeur aucune.

Sur ces deux piliers – l'ombrageuse autonomie des décisions prises à la base sans chefs ni dirigeants, et sa conséquence logique, la non-délégation de la volonté ouvrière à des représentants politiciens – se construit la notion d'*action directe*.

De surcroît, l'action directe ne se limite pas à ces deux propositions, presque de méthode : il y a quelque chose d'autre dans l'idée, un souffle profond qui la porte, et qui est cette conscience spontanée que par sa nature la légalité ne la concerne pas, qu'il y a dans son horizon les lueurs de l'émancipation, le changement radical de société, la révolution sociale.

Déjà les internationalistes de Saint-Imier l'avaient affirmé[15] : « La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques. Nous l'acceptons comme un produit de l'antagonisme entre le travail et le capital, [et parce qu'elle permet] de préparer, par le fait des simples luttes économiques, le prolétariat à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail… »

Dans ce sillon tracé par les sections anti-autoritaires de la Première Internationale va germer la reconnaissance de la force potentielle qu'enferme la grève si elle

15. James Guillaume, *op.cit.,* vol. II, p. 9.

devient une action conjointe et solidaire de la classe exploitée, qui sera alors la concrétisation de l'action directe : *la grève générale*[16]. Adhémar Schwitzguébel, « précurseur du syndicalisme révolutionnaire », comme le nomme J. Guillaume, écrit en 1874 : « L'idée d'une grève générale des travailleurs, qui mettrait fin aux misères qu'ils subissent, commence à être sérieusement discutée par les associations ouvrières »[17]. En France, quand le mouvement ouvrier commence à se réorganiser après la féroce répression qui suit la Commune, divers congrès ont voté le principe de la grève générale quelquefois en même temps que le recours au parlement, sans arriver à se dégager de leurs mentors politiques.

En 1884 une loi octroie aux travailleurs le droit de s'organiser en syndicats et crée aussi l'obligation de le déclarer à la police, ce qui n'est pas bien accepté par tous[18]. Les socialistes, partisans de l'organisation politique, s'efforcent alors de fédérer les groupes corporatifs dans la dépendance du parti. Ainsi, à partir du congrès de Lyon en 1886, la Fédération des syndicats ouvriers de France sera étroitement liée au Parti ouvrier de Jules Guesde, même si des tendances libertaires et antiparlementaires s'expriment, comme au congrès de Bordeaux-Le Bouscat (1888) où est votée la résolution suivante : « Considérant que la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation, le Congrès déclare : Que seule la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète du travail ou la Révolution peuvent entraîner les travailleurs vers leur émancipation. »

Le Congrès de Marseille en 1892 voit encore la majorité des délégués rester fidèle à la conception marxiste de la prise du pouvoir d'État, comme le note Maitron[19].

Entre-temps se sont produites les grèves pour les 8 heures de travail aux États-Unis et les anarchistes du monde entier feront des Martyrs de Chicago et du Premier Mai un symbole de l'affrontement sans concessions avec la bourgeoisie. L'agitation et les grèves pour les 8 heures donneront une impulsion grandissante à tous ceux qui défendent l'action directe. Dès 1886, Joseph Tortelier, du syndicat des menuisiers, se dépense sans repos pour faire entendre aux travailleurs la nécessité de recourir à la grève simultanée de tous et de tous les métiers, et Fernand Pelloutier reprenant le flambeau donnera toute son ampleur à la question de la grève générale. En février 1892 quatorze Bourses de travail se réunissent à Saint-Étienne avec la finalité de se fédérer et déclarent d'abord leur indépendance en affirmant que les travailleurs doivent « rejeter d'une façon absolue toute influence des pouvoirs administratifs et gouvernementaux. » Au Congrès de Paris de 1893, qui regroupe les délégués des Bourses du travail et des chambres syndicales, le principe de la grève générale fut adopté à l'unanimité moins une voix.

16. L'idée de grève générale trouve ses antécédents dans les premières organisations corporatives du prolétariat industriel anglais qui en 1834 tente par ce moyen, et en dehors de toute intervention parlementaire, d'imposer les 8 heures de travail dans les usines. Les chartistes défendront le socialisme ouvrier, l'internationalisme de classe et la grève générale. Cf. Edouard Dolléans, *op. cit.*, tome I : 1830 à 1871.
17. Rapport du V^e^ Congrès de la Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs tenu à La Chaux-de-Fonds, les 17, 18 et 19 mai (1874). Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France. Des origines à 1914,* F. Maspero, Paris, 1975, vol. 1, p. 281-282.
18. Deux années plus tard le Congrès ouvrier de Lyon, avec l'approbation de Guesde lui-même, et malgré l'attirance guesdiste pour la loi (Jules Guesde présentera à la Chambre des Députés en 1894 un projet de loi pour organiser le droit de grève), condamne la loi de 1884 par 74 votes contre 29 et 7 abstentions. Voir Edouard Dolléans, *op. cit.,* tome II, 1871-1920.
19. Jean Maitron, *op.cit.,* p. 286.

Jules Guesde, qui avait été anarchiste aux lendemains du congrès de La Haye[20], n'ignore pas la gravité du problème que pose la « grève générale » au socialisme parlementaire et aux marxistes, en tant qu'elle dépossède la représentation politique de toute fonction et qu'elle implique la renonciation à la lutte pour la conquête préalable du pouvoir central.

Le sixième congrès de la Fédération nationale de syndicats se réunit à Nantes (décembre 1894). Pelloutier y participe comme secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses du travail. Les militants syndicalistes sont résolus à revendiquer leur autonomie et à rompre les liens de dépendance avec les partis. On vote une motion disant : Considérant « que le dernier moyen révolutionnaire est donc la grève générale », le Congrès « décide : il y a lieu de procéder immédiatement à l'organisation de la grève générale ». Le résultat du vote est de 65 voix pour, 37 contre et 9 abstentions. La rupture est consacrée et les guesdistes abandonnent la place. La voie est ouverte pour l'action des anarchistes vers le syndicalisme révolutionnaire.

Au niveau international, le Congrès de Londres (1896) de l'Internationale socialiste (II^e Internationale), suivant des discussions déjà tenues dans les premiers congrès de Paris et Bruxelles, et dans un climat très tendu, décide que seules seraient invitées à l'avenir les « organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire ». Et il est ajouté de façon explicite : « En conséquence les anarchistes seront exclus »[21].

Une nouvelle fois, comme en 1872, l'exclusion, ou plutôt la césure entre socialistes autoritaires et anarchistes n'a pas été négative pour les antiautoritaires. Les années qui vont suivre seront la période de la formation et de la consolidation dans différents pays des associations de travailleurs centrées sur l'action directe et l'autonomie des fédérations[22]. La lutte quotidienne des travailleurs pour se défaire de l'exploitation et de la misère sera façonnée par cette dichotomie entre le recours à la grève partielle, la pétition aux autorités, l'action législative et la pratique parlementaire d'un côté, et de l'autre l'action directe, la force de l'organisation collective, le sabotage, la « gymnastique révolutionnaire ».

Deux attitudes, deux mentalités pourrait-on dire, naissent de cette dichotomie. Ainsi, si on affronte les puissants le ton sera dur et conquérant, par contre si on demande aux pouvoirs publics une amélioration des conditions de travail ou de salaire on le fera dans les formes et la bienséance que les normes exigent. À titre d'exemple parmi des milliers, en Espagne, pendant les grèves du 1^er mai 1890, le

20. Voir J. Maitron, *op. cit.,* p. 88.

21. Du côté anarchiste étaient présents : Elisée Reclus, Pierre Kropotkine, Errico Malatesta, Pietro Gori, Louise Michel, F. Domela Nieuwenhuis, Gustav Landauer, Joseph Tortelier, Christian Cornelissen, Fernand Pelloutier, Paul Delesalle, etc.

22. La CGT française devient une force et les anarchistes donneront leur contribution à la Charte d'Amiens (1906) et à la formulation du syndicalisme révolutionnaire. En Argentine la FORA adoptera sa position « finaliste » en 1905 ; la même année naît l'IWW (Industrial Workers of the World) aux Etats-Unis, et le mouvement renaît en Espagne avec Solidaridad Obrera en 1907. En Allemagne la FVDG (Association Libre des syndicats allemands) se trouve à l'origine du syndicalisme révolutionnaire, avant la guerre de 14, et après 1919 prendra le nom de FAUD (Freie Arbeiter Union Deutschland). En Italie, le Comitato di Azione Diretta, antécédent de l'USI, est créé en 1907. Une histoire spéciale serait nécessaire pour parler des fédérations antiautoritaires dans chaque région du globe : Pérou, Mexique, Chili, Uruguay, Japon, Russie en 1905 et en 1917-1922, Suède, Pays-Bas, etc. Voir *De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire,* éd. CNT-RP/Nautilus, Paris, 2001.

manifeste anarchiste du groupe Los Desheredados martèle : « La liberté ne se demande pas, elle se prend… La journée de huit heures, nous ne l'aurons pas avec des manifestations pacifiques et avec d'inutiles et serviles pétitions ; nous l'aurons en nous imposant et l'imposition est dans la grève. » En revanche, le journal socialiste *El eco de los obreros toneleros* (1890) exprime le désir des ouvriers tonneliers en écrivant[23] : « En tenant fidèlement la parole engagée devant les très dignes autorités, devant le public et notre humble classe, de ne pas nous mélanger à la grève générale ; le fait qu'aucun de nos camarades du métier n'ait souffert de la moindre répression de la part des responsables de l'ordre public donne une idée de notre sagesse… »

Dans d'autres lieux du monde, la même différence de tactique et d'attitude correspondante maintient la querelle envenimée entre anarchistes et socialistes au sein de la classe ouvrière. En 1901, après de longs efforts pour limer les rugosités du dialogue, le congrès de fondation de la Fédération Ouvrière Argentine (FOA) se réunit à Buenos Aires. La première résolution prise à l'unanimité affirme que la Fédération « n'a d'engagement d'aucune sorte ni avec le parti socialiste ni avec l'anarchiste, ni aucun autre parti politique, et que son organisation, son développement et son champ d'action sont totalement indépendants et autonomes ».

Après cette déclaration de principe, les divergences entre voies légaliste et révolutionnaire feront surface malgré les concessions mutuelles des deux camps. La première discussion sérieuse portera sur *l'arbitrage*. L'action directe était, on pourrait le dire, un « article de foi » pour les anarchistes, comme l'arbitrage l'était pour les socialistes. Le rapporteur de la motion était Inglan Lafarga[24], un anarchiste qui proposa au congrès un vote défavorable. Mais l'intervention de Pietro Gori[25], son prestige international et ses talents d'orateur, permettront l'adoption d'une motion de compromis : la FOA « se réserve dans certains cas la résolution de conflits économiques entre le capital et le travail par le jugement arbitral, n'acceptant comme arbitre que les personnes qui présentent des garanties de respect pour l'intérêt des travailleurs » (21 votes pour, 17 contre et 4 abstentions). Les journaux anarchistes *El Rebelde* et *La Protesta Humana* remplissent leurs colonnes d'articles fustigeant l'intervention de Gori qui se voit obligé de s'expliquer et de clarifier sa position.

C'est maintenant le tour des socialistes de faire preuve de compréhension et de limiter leurs critiques sur la grève générale. La résolution du congrès « reconnaît que la

23. Cf. Juan Alvarez Junco, *La ideología política del anarquismo español (1868-1910)*, Siglo XXI, Madrid, 1976, p. 552-553.

24. Gregorio Inglan Lafarga (?-1929), ouvrier ébéniste et journaliste anarchiste. Né en Catalogne, il émigre en Argentine. En 1897 il est le premier directeur de *La Protesta Humana* (journal qui prendra le nom de *La Protesta* et deviendra quotidien à partir de 1904). Il est délégué par les cheminots de Rosario au congrès de fondation de la FOA.

25. Pietro Gori, anarchiste très actif, était avocat. Né à Messine (Italie) le 14 août 1865, il doit s'exiler en 1894 pour échapper à la répression, mais retourne en Italie en 1898 pour défendre Malatesta et d'autres inculpés suite à la Grève générale de janvier à Ancône. Suivent les émeutes de Milan, où l'armée tira sur la foule. La répression fut féroce. Pietro Gori sera condamné à 21 ans de prison. Il s'exilera alors à Buenos Aires où il continuera son activité militante et prendra part comme délégué des cheminots de Rosario, avec G. Inglan, au congrès constitutif de la Federación Obrera Argentina (FOA), qui donnera naissance en 1904 à la FORA (Federación Obrera Regional Argentina). Pendant son séjour il dirigera la revue *Criminologia moderna*. En 1902, Gori revient en Europe, et crée, à Rome, en 1903 avec Luigi Fabbri, la revue anarchiste *Il Pensiero*. Il écrit de la poésie, des pièces de théâtre, etc., et est l'auteur de la célèbre chanson « Addio Lugano bella ». Il meurt à l'âge de 46 ans, le 8 janvier 1911.

grève générale doit être l'arme suprême dans la lutte économique entre le capital et le travail », donnant ainsi satisfaction aux anarchistes, mais elle ajoute un petit bémol : il faut que cette arme soit utilisée « quand l'opportunité de la promouvoir avec la probabilité de la gagner a été démontrée ». Ajout demandé par les socialistes, et que les anarchistes considéraient comme une simple déclaration de bon sens. La presse socialiste combattra âprement les raisons qui ont conduit des délégués socialistes à accepter cette concession aux positions anarchistes.

Dans le même esprit, le Congrès approuve comme tactique de lutte le *boycott*, proposition défendue par le socialiste Francisco Cuneo, et le *sabotage* soutenu par l'anarchiste Inglan.

La fragile entente de cette courte période ne durera pas. L'année suivante le deuxième congrès de la Fédération ouvrière (juin 1902) verra le départ de la minorité socialiste, laissant la place libre à une forte majorité anarchiste qui dans les congrès suivants arrimera l'organisation ouvrière à la pratique exclusive de l'action directe et à la défense farouche de cette méthode tout le long de son existence[26].

A cette même époque se consolide en France la tendance à une synthèse idéologique, élaborée essentiellement, comme le dit Maitron, au sein du Comité confédéral de la CGT, et qui réunit anarchistes, allemanistes, marxistes et blanquistes dans le compromis relatif représenté par la doctrine du syndicalisme révolutionnaire. Le Congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907, une année après la « Charte d'Amiens », mettra au clair les différences entre anarchisme et syndicalisme révolutionnaire, mais « durant la période 1894-1902 »[27] beaucoup de militants ouvriers en France ont identifié les deux « étiquettes », étant donné que l'action anarchiste dans les syndicats avait insufflé au syndicalisme révolutionnaire l'idée que la lutte contre le capital et l'État était frontale, qu'elle devrait aboutir à l'abolition du salariat et au changement radical de société. Et l'anarchisme avait aussi ancré la conviction que le chemin de la révolution passait par le combat de la classe ouvrière organisée : l'action directe et la grève générale. Un vrai manifeste de cette position est le texte publié par Emile Pouget en 1904, *L'action directe,* action qu'il définit comme « l'expression symbolique de la révolte ouvrière. L'action directe c'est la force ouvrière en travail créateur. »

D'autres figures de l'action directe

À côté du sens premier, construit sur l'expérience historique du prolétariat militant, d'autres formes de l'agir des révoltés dans des situations diverses ont été assimilées à l'action directe.

Déjà en 1876 aux lendemains du congrès de Berne[28], les délégués fédéraux Errico Malatesta et Carlo Cafiero envoient une lettre au *Bulletin de la Fédération jurassienne* déclarant que « La fédération italienne croit que le fait insurrectionnel, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace »[29]. Joignant le fait à la parole, mus par les mêmes préventions que Pisacane[30] contre les doctrinaires, les internationalistes cherchent à déclencher l'insurrection populaire dans les villages du Bénévent en Italie (*Banda del Matese,* mars 1877). Ainsi naît une conception de

26. *De l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire, op. cit.,* p. 91-94.
27. Jean Maitron, *op. cit.,* p. 322.
28. Huitième Congrès général de l'Internationale tenu à Berne (26-29 octobre 1876).
29. *Bulletin de la Fédération jurassienne*, 3 déc. 1876.
30. Carlo Pisacane (1818-1857) revendique dans son *Testamento*, très connu des internationalistes, les actes qui font « une propagande plus efficace que mille volumes écrits par les doctrinaires ». Cf. Pier Carlo Masini, *Storia degli anarchici italiani.* Rizzoli, Milano, 1968, p. 109.

l'action appelée « propagande par le fait » qui, dérivant une quinzaine d'années plus tard vers l'acte individuel, laissera une empreinte persistante dans l'imaginaire collectif en liant, avec le pathos du sang versé et du sacrifice assumé, « l'anarchiste et la bombe ». Transformée en vignette, cette image sera constamment répétée et stimulée par la presse bourgeoise, repoussant dans l'ombre les profondes différences qui existent entre une action destinée à susciter l'insurrection, le tyrannicide, et l'attentat aveugle.

Quand le 14 juillet 1881 se réunit à Londres le Congrès socialiste révolutionnaire international dans les salons d'un cabaret d'Euston Road, la police était sur le qui-vive. Le préfet de police de Paris, Andrieux, avait réussi à introduire son agent secret, Serreaux alias Spilleux, dans la délégation française composée entre autres de Louise Michel et Kropotkine. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg était particulièrement alarmé et, après le congrès, franchement épouvanté par les « propos de ces mécréants », propos que les agents du tsar dans leurs rapports avaient évidemment « épicés » à la mesure des déclarations enflammées du provocateur Serreaux qui parlait d'incendies, d'assassinats, de bombes à la dynamite.

Le climat politique de l'époque facilitait les débordements verbaux. Quatre mois auparavant, après sept tentatives ratées ou déjouées, Alexandre II était tombé sous les bombes de la Narodnaïa Volia (la Volonté du Peuple) le 1er mars 1881 à Saint-Pétersbourg. Les révolutionnaires arrêtés comme responsables de l'attentat seront pendus le 14 avril. Parmi les suppliciés se trouvait Sofia Perovskaïa, ancienne camarade de Kropotkine. La nouvelle arriva rapidement à Genève, où celui-ci vivait, lui causant une grande douleur et une indignation extrême. Kropotkine et sa compagne Sophie se déclarèrent prêts à se mettre à la disposition de la Narodnaïa Volia pour travailler en Russie, mais les amis russes, Stepniak et Tcherkessof, les dissuadèrent en insistant sur l'importance de la présence à Londres de Kropotkine comme délégué des groupes de Lyon au congrès de juillet, en particulier parce que ce congrès devait décider de la refondation de l'Internationale[31]. Malgré la situation émotionnelle tendue qui y régnait, le congrès affirma l'autonomie des fédérations et vota la création d'un bureau international qui n'aura pas d'existence réelle, mais le Congrès de Londres restera dans les mémoires pour avoir approuvé la résolution suivante :

> « Considérant que l'AIT a reconnu nécessaire de joindre à la propagande verbale et écrite la propagande par le fait […] », le congrès émet le vœu que les organisations adhérentes propagent par *des actes* les idées révolutionnaires en « sortant du terrain légal […] pour porter notre action sur le terrain de l'illégalisme, qui est la seule voie menant à la révolution ». Il est nécessaire alors « d'avoir recours à des moyens qui soient en conformité avec ce but. » Et en conséquence « les sciences techniques et chimiques, ayant déjà rendu des services à la cause révolutionnaire et étant appelées à en rendre de plus grands encore », doivent être étudiées et appliquées[32].

C'est peut-être la traque menée par les nihilistes russes contre le tsar qui éperonna les esprits en apportant cette fascination pour la violence individuelle, pour la chimie et la dynamite, qui envahit les colonnes des journaux et produisit ses effets sociaux pendant la courte période des attentats anarchistes en France[33]. L'acte

31. Cf. G. Woodcock et I. Avakoumovitch, *Pierre Kropotkine. Le prince anarchiste.* Calmann-Lévy, Paris, 1953, p. 127-130.
32. Jean Maitron, *op. cit.,* p. 114.
33. Jean Maitron, *op. cit.,* vol I : « L'ère des attentats (1892-1894) ». Dans la catégorie des actions individuelles il faut mettre à part le tyrannicide, qui exige une autre analyse.

illégal ou violent déconnecté de l'action collective, du mouvement ouvrier ou d'une visée insurrectionnelle, trouva rapidement ses limites. Les chaînes qui nous entravent traversent le tissu social. On peut anéantir la volonté d'un autocrate, mais ce n'est pas avec des bombes qu'on dynamite un rapport de domination. Cependant, la « propagande par le fait », dénotant une volonté farouche d'intervenir, de changer le cours des choses, rattachée par ses origines à l'insurrection, sera facilement identifiée à l'action directe.

Avec le passage du temps, des nouvelles conditions de la lutte sociale ont fait leur apparition et le rapport des forces s'est aussi modifié. Dès lors, de plus en plus éloignée du champ syndical comme conséquence de la légalisation, donc de la réglementation croissante du droit de grève, l'action directe fut comprise plutôt dans un sens large comme le fait « d'agir par soi-même », de ne pas déléguer, comme une façon de lutter sans rien demander à une autorité tutélaire.

Ainsi Voltairine de Cleyre, dans une conférence faite à Chicago en 1912, en défendant l'organisation ouvrière et la grève générale, affirma que « tant que la classe ouvrière internationale ne se réveillera pas, la guerre sociale se poursuivra », et elle justifia toutes les formes de « l'action directe » : la grève, le boycott, l'acte individuel aussi bien que la bombe de Haymarket. Voltairine de Cleyre avait commencé par critiquer l'amalgame intentionnel entre l'« action directe » et les « attaques violentes contre la vie et la propriété » des personnes. Non, dit-elle, « toute personne qui a revendiqué un droit, seule ou avec d'autres, a pratiqué l'action directe. » Les IWW utilisent la tactique de l'action directe, mais tout le monde peut la pratiquer en « se refusant à avoir recours à l'action politique »[34]. L'action politique est l'action indirecte, celle qui fait appel à des représentants.

C'est le recours à l'action indirecte – méthode impuissante pour casser le carcan de l'exploitation capitaliste et de la domination politique – qui, lentement mais sûrement, domestiqua la grève, intégra l'organisation ouvrière au système établi, imposa la collaboration de classes et consolida la soumission traditionnelle de l'ouvrier au patron, de la majorité à l'élite.

La grève sauvage

Le 25 août 1884 en France, la même année où fut promulguée la loi qui légalisait les organisations syndicales, le ministre de l'Intérieur Waldeck-Rousseau recommande aux préfets de prêter leur concours à l'organisation des associations professionnelles. En Allemagne, une année auparavant, Bismarck avait élaboré le premier des grands systèmes d'assurances sociales obligatoires. Dès les dernières années du XIX^e^ siècle ou dès le début du XX^e^ siècle, les États européens prendront en charge la condition ouvrière en établissant progressivement des lois de protection et de contrôle. Ainsi seront approuvées par les parlements des lois capitales concernant les accidents du travail, la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage. La loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes est votée en même temps que commence la rédaction du Code du travail et de prévoyance sociale ; en 1932 sera promulguée la loi sur les allocations familiales, etc. Après la Libération, l'essentiel du système appelé « Sécurité sociale » sera bien établi en France[35].

Le mouvement ouvrier se trouva alors prisonnier dans le filet d'un dilemme de fer. Il condamna en principe, poussé par la puissance du courant révolutionnaire, la

34. Voltairine de Cleyre, *D'espoir et de raison. Écrits d'une insoumise.* Lux, Québec, 2008, p. 138.
35. Henri Hatzfeld, *Du paupérisme à la Sécurité Sociale, 1850-1940.* Armand Colin, Paris, 1971.

prise en charge par l'État de la vie quotidienne de chaque travailleur, homme ou femme, et de leurs enfants. Mais, saisi à la gorge, rongé par les longues journées de travail, par le chômage et par la pauvreté, le prolétaire ne pouvait pas se refuser à l'amélioration de sa condition d'où qu'elle vienne. Il dut payer le prix et échanger la fierté de la révolte pour la soumission à la pitance.

Au congrès d'Amiens, Merrheim[36] intervient pour fustiger les lois ouvrières en préparation, dénoncées comme des formes d'embrigadement du syndicalisme. En 1912, la CGT lutta encore de manière antiparlementaire contre la législation sur la sécurité sociale, dont elle organisait le boycottage. Mais depuis la création de l'Internationale rouge, la CGT, inféodée à Moscou, oublia ses origines et l'autonomie des fédérations, jusqu'à rayer de ses statuts, après 1968, l'abolition du salariat qui y figurait encore. Le chemin de la loi prôné par la social-démocratie l'emporta et la lutte ouvrière, embourbée dans le marécage de la collaboration de classes, perdit l'ambition de changer la société, perdit sa finalité révolutionnaire. La voie parlementaire prit le devant face à l'action directe.

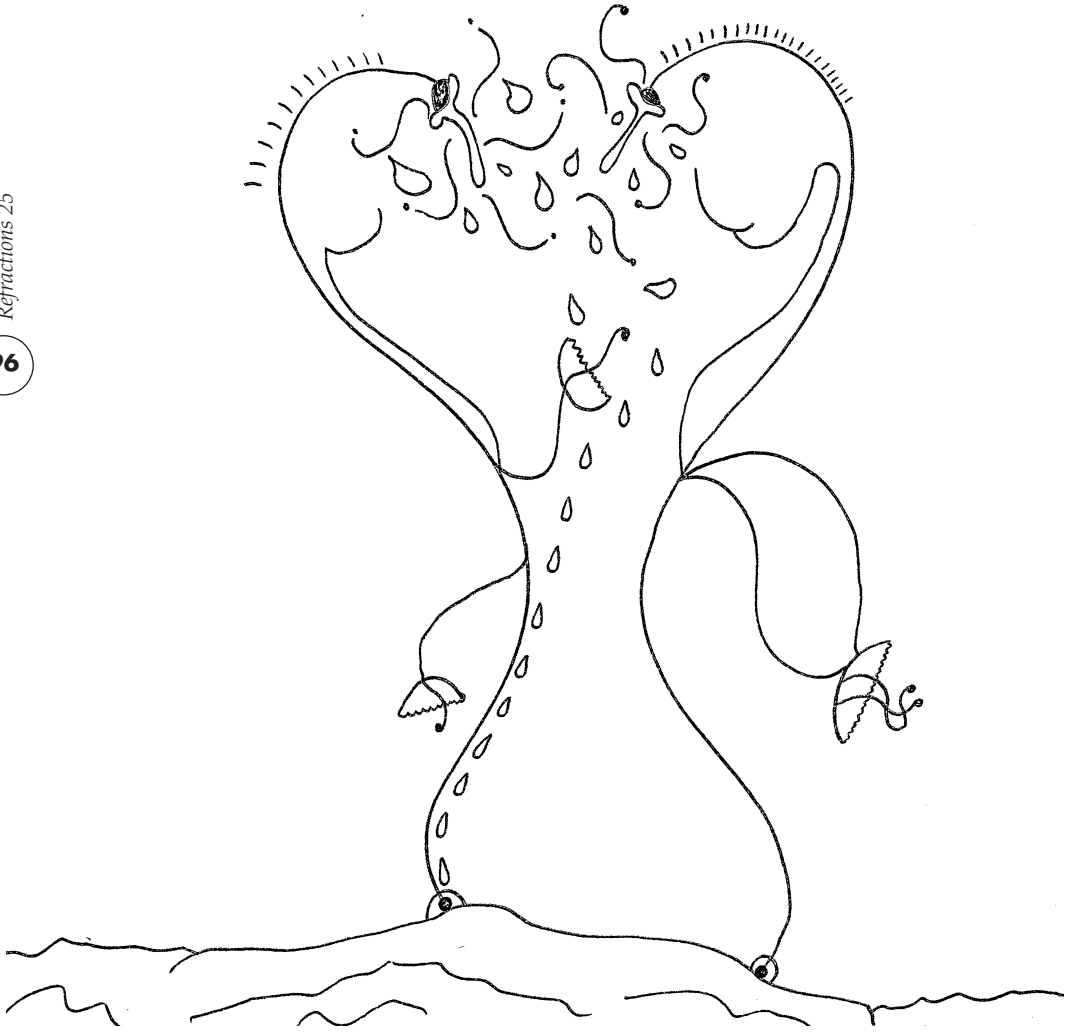
La contradiction constitutive de l'organisation ouvrière révolutionnaire, immédiatiste et finaliste en même temps, maintenait la tension interne qui faisait sa force, et cette tension fut rompue au profit de la seule revendication immédiate, de la seule « amélioration possible », de l'augmentation du « pouvoir d'achat » – pas plus en tout cas que ce que le capitalisme ne permet –, en abandonnant la recherche de l'abolition du régime du salariat, en lâchant l'espoir de la libération.

Les Internationalistes savaient que « la grève est […] un moyen précieux de lutte », mais ils ne comptaient pas « sur ses résultats économiques ». L'action directe devait dépasser le niveau corporatif, susciter la grève solidaire et aller vers la grève générale. On n'imaginait pas une grève générale pour 24 ou pour 48 heures, elle visait l'insurrection ou la révolution. Ce qui permettait de dire : « Une grève est une révolte ou une duperie ».

La grève légalisée, réglementée, domestiquée, obligea l'action directe à se réfugier dans la grève sauvage, dans les occupations d'usines, dans la séquestration de patrons, dans le sabotage. Par l'un de ces retournements que connaît l'histoire, nous sommes revenus aux méthodes des origines. Dans ces méthodes, centrées sur l'action directe, l'espérance d'un nouveau départ peut trouver ses marques.

Eduardo Colombo

36. Alphonse Merrheim (1871-1925), ouvrier chaudronnier, syndicaliste révolutionnaire, secrétaire de la Fédération du cuivre, membre du Comité confédéral de la CGT.



Laurent Patry